

Action Collective.

Nature of the Problem: determining parameter θ in the probability distribution function $f(x | \theta)$ as unknown. Belonging to an Interval Ω in $\mathbb{R}$. (observed values in sample). We estimate θ . Comparative Estimator and relation to this document. An objective is for me is to proceed. Introduce the department.

Essentiellement, une action collective est un recours individuel auquel s'ajoutent des membres au moment de la certification de l'instance. C'est pourquoi on n'évalue pas si l'action collective projetée répond aux critères de certification au stade du dépôt.

Qu'est-ce qu'une action collective ?

Les actions collectives – actions de groupe et action en reconnaissance de droits – permettent à plusieurs personnes, victimes d'un même préjudice, de se regrouper pour déposer un recours et demander réparation de manière collective.

Qu'est-ce qu'une action collective en justice ?

L'action collective, c'est la force du nombre

Si l'action est gagnée, les membres peuvent recevoir une somme d'argent ou un autre dédommagement sans avoir à aller individuellement devant le tribunal. Plusieurs centaines d'actions collectives ont été entreprises depuis la création de ce recours en 1979.

Quelle est la différence entre l'action collective et l'organisation ?

Une action collective est toujours portée par un groupe d'individus. Ce groupe peut ne pas être organisé (ex. : une foule). On peut considérer qu'un groupe est organisé lorsque les individus qui le composent, afin d'atteindre leur objectif commun, hiérarchisent les tâches et les pouvoirs de décisions.

Comment s'exclure d'une action collective ?

Vous pouvez vous exclure du groupe d'une action collective. Pour connaître la démarche, veuillez consulter l'avis aux membres qui a été publié après le jugement d'autorisation de l'action collective. Cet avis vous précisera aussi avant quelle date vous devez déposer votre demande d'exclusion.

Qu'est-ce que l'action collective ?

Définition. L'action collective correspond à l'action commune ou concertée des membres d'un groupe en vue d'atteindre des objectifs communs. L'action collective peut se dérouler dans de nombreux domaines dans le monde du travail bien sûr mais ailleurs aussi.²⁹ août 2013

Qu'est-ce qu'une action collective au Québec ?

L'action collective est le moyen qu'utilise quelqu'un pour demander au tribunal une indemnité ou un remboursement pour un problème qui a touché un grand nombre de personnes. Elle peut aussi servir à faire cesser une pratique illégale.

Qu'est-ce que le protocole de l'instance en action collective ?

Le protocole permet à un juge de communiquer avec le juge d'une instance connexe si les parties y consentent ou, à défaut, de convoquer une audience et de recevoir des observations. Les parties peuvent aussi notamment demander la tenue d'une conférence de gestion conjointe.

Est-ce qu'un collectif peut porter plainte ?

L'association peut porter plainte avec constitution de partie civile auprès du tribunal du lieu de l'infraction ou du domicile de la personne mise en cause

Quelles sont les formes d'action collective ?

Grève, manifestation, pétition, boycott... il existe des façons très diverses de se mobiliser collectivement.

Quels sont les objectifs de l'action collective ?

Pourquoi est-il nécessaire d'organiser l'action collective ...

L'action collective permet d'atteindre des objectifs lucratifs (recherche du profit) et non lucratifs (sociaux, humanitaires...). Il est nécessaire de les hiérarchiser : les objectifs principaux, souvent à long terme, sont prioritaires par rapport aux objectifs secondaires à plus court terme.

Qui sont les acteurs de l'action collective ?

Une action collective émerge en effet rarement de manière spontanée et la mobilisation politique repose d'abord sur des organisations plus ou moins institutionnalisées du champ politique : les partis politiques, les syndicats, les associations et groupements d'intérêt sont les acteurs de l'action collective.

C'est quoi le paradoxe de l'action collective ?

Chap Comment expliquer l'engagement politique ?

En 1965, Mancur Olson pointait le célèbre paradoxe de l'action collective : si un individu peut bénéficier des retombées d'une mobilisation sans assumer les coûts de la participation, il a tout intérêt à se comporter en "passager clandestin". Mais si tous font de même, l'action collective ne peut avoir lieu.

Quel est le but d'une action collective ?

L'action de groupe permet aux personnes victimes d'un même préjudice de la part d'un professionnel de se regrouper et d'agir en justice. L'action de groupe a été introduite en France par la loi n° 2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation. Il s'agit d'une procédure de poursuite collective.

Comment passer d'une action collective à une organisation ?

Une action collective devient une organisation lorsque celle-ci se dote d'un cadre juridique adapté à son activité et à sa finalité. Le cadre juridique correspond à l'ensemble des règles relatives à l'activité et au fonctionnement d'une organisation.

Quand une action collective devient une organisation ?

L'action collective suppose la réunion des efforts et compétences des individus du groupe. En ce sens, elle est donc plus efficace qu'une action individuelle. Une action collective ne devient un groupe organisé qu'à partir du moment où elle a pour but de se pérenniser, c'est-à-dire de durer.

Quelle est la différence entre une action collective et une organisation ?

Une action collective est toujours portée par un groupe d'individus. Ce groupe peut ne pas être organisé (ex. : une foule). On peut considérer qu'un groupe est organisé lorsque les individus qui le composent, afin d'atteindre leur objectif commun, hiérarchisent les tâches et les pouvoirs de décisions.

Comment réclamer le 1000\$ Desjardins ?

Il est également possible d'obtenir un formulaire de réclamation papier en visitant une caisse Desjardins. Après vous être dûment identifié, vous devrez dire à quelle date vous avez pris connaissance du vol d'identité, puis déterminer le type de fraude à l'aide d'un menu déroulant.

Comment intenter une action collective ?

Intenter une action collective

Pour intenter une action collective, il est nécessaire d'être représenté par un avocat. ...

Généralement, les avocats au dossier assument les frais liés à la cause et sont payés à même un pourcentage des sommes obtenues à la suite d'un jugement.

Quels sont les avantages d'une action collective ?

L'action collective permet ainsi de rééquilibrer le rapport de force inégal qui peut exister entre les parties. Elle supprime également tout risque économique pour les membres puisqu'ils n'ont aucun frais à assumer en lien avec les procédures judiciaires, sauf un pourcentage de leur indemnité advenant un gain.

Comment se construisent les actions collectives ?

Depuis le XIXe siècle, l'action collective se construit essentiellement autour des conflits du travail et du mouvement ouvrier, porté par des organisations syndicales et des partis politiques, ce qui n'exclut pas d'autres types de conflits (droits des femmes...).

Comment se construisent les actions collectives ?

Depuis le XIXe siècle, l'action collective se construit essentiellement autour des conflits du travail et du mouvement ouvrier, porté par des organisations syndicales et des partis politiques, ce qui n'exclut pas d'autres types de conflits (droits des femmes...).

Qu'est-ce que le protocole d'instance ?

Protocole de l'instance

Le protocole porte notamment sur : le caractère verbal ou écrit de la défense ainsi que le délai à respecter pour la produire; les moyens préliminaires et les mesures de sauvegarde; les modes de notification que les parties comptent utiliser

Comment créer une action collective ?

Le début d'une action collective

Une personne désirant entreprendre une action collective et être représentant des membres doit engager des avocat(es) pour la représenter devant les tribunaux. Les avocats rédigeront ainsi la demande en autorisation avec l'aide du représentant.

Pourquoi est-il nécessaire d'organiser une action collective ?

Cette dernière suppose la constitution d'un groupe de personnes qui ont un objectif commun et qui s'organisent pour l'atteindre, dans une perspective de pérennité. L'action collective se justifie ainsi par une plus grande efficacité que l'action individuelle.

Un collectif a-t-il une personnalité juridique ?

Définition : Un collectif est un ensemble de personnes qui se rassemblent de manière informelle dans un but commun. Le collectif n'est pas doté de la personnalité juridique car non déclaré en Préfecture. On parle aussi d'association de fait ou d'association non déclarée.

Quelles sont les limites d'un collectif ?

Impossibilité de signer des contrats, sauf à engager la responsabilité de tous les membres du collectif, Impossibilité d'acquérir des biens immobiliers ou mobiliers, sauf à ce qu'ils soient placés en indivision entre les membres du collectif.

Quels sont les motifs pour porter plainte ?

Vous devez être victime d'une infraction Acte interdit par la loi et passible de sanctions pénales Acte interdit par la loi et passible de sanctions pénales, c'est-à-dire d'un crime Infraction la plus grave punissable par une peine de prison (viol, violences ayant entraîné la mort sans intention de la donner, meurtre, ...

Quels sont les trois types d'action ?

Les différents types d'actions

Les actions ordinaires. Les actions ordinaires sont, eh bien, ordinaires. ...

Les actions privilégiées. Les actions privilégiées donnent un certain droit de propriété sur l'entreprise, mais ne procurent habituellement pas les mêmes droits de vote. ...

Les différentes catégories d'actions.

Comment définir l'action collective ?

Une action collective est, en sociologie, un type d'action, collective, résultant d'une coordination non concertée par les agents des buts ou des formes de leurs actions individuelles. Les agents n'ont pas d'engagements les uns à l'égard des autres.

Quels sont les ressorts de l'action collective ?

Le ressort de l'action collective n'est plus lié aux conditions matérielles d'existence. L'émergence de valeurs post matérielles en relation avec la qualité de vie va conduire à faire apparaître ces nouveaux mouvements sociaux.

Qu'est-ce qu'une action collective en justice ?

L'action collective, c'est la force du nombre

Si l'action est gagnée, les membres peuvent recevoir une somme d'argent ou un autre dédommagement sans avoir à aller individuellement devant le tribunal. Plusieurs centaines d'actions collectives ont été entreprises depuis la création de ce recours en 1979.

Quelles sont les actions collectives ?

Les actions collectives – actions de groupe et action en reconnaissance de droits – permettent à plusieurs personnes, victimes d'un même préjudice, de se regrouper pour déposer un recours et demander réparation de manière collective.

Comment déposer une plainte collective ?

L'action de groupe est une procédure de poursuite collective qui permet aux victimes d'un préjudice identique, de la part d'une même entreprise ou d'un professionnel, de se regrouper devant les tribunaux. Les plaignants peuvent ainsi se défendre avec un dossier commun et un seul avocat.

Qu'est-ce que l'action collective ?

Définition. L'action collective correspond à l'action commune ou concertée des membres d'un groupe en vue d'atteindre des objectifs communs. L'action collective peut se dérouler dans de nombreux domaines dans le monde du travail bien sûr mais ailleurs aussi.

Quels sont les objets de l'action collective ?

Les objets de l'action collective sont multiples, le document en donne des exemples : conflits du travail (mouvement des Gilets jaunes, grève des urgences, des enseignants, des pompiers), nouveaux enjeux de mobilisation (manifestations pour le climat, blocages du mouvement écologiste Extinction Rébellion), luttes ...

C'est quoi le paradoxe d'Olson ?

Définition : Le paradoxe d'Olson décrit un phénomène bien connu sous le nom de « passager clandestin ». Un groupe d'individus présentant un intérêt commun peut très bien échapper à l'action collective si chaque individu se comporte de manière rationnelle.

Pourquoi une action collective est plus efficace que l'action individuelle ?

Le groupe bénéficie ainsi de ressources plus importantes, ce qui peut être nécessaire dans le cadre de certaines activités. En outre, en répartissant les tâches aux individus d'un groupe en fonction des aptitudes de chacun, l'action collective peut s'accomplir bien plus efficacement que si elle était individuelle.

Quelles sont les transformations de l'action collective ?

L'action collective s'est donc transformée dans ses objets avec la perte d'influence des conflits du travail et l'apparition de nouveaux objets de revendication. L'apparition de ces nouveaux objets s'est accompagnée de la perte d'influence de certains acteurs comme les partis politiques et les syndicats.

Un collectif peut-il porter plainte ?

L'association peut porter plainte avec constitution de partie civile auprès du tribunal du lieu de l'infraction ou du domicile de la personne mise en cause.

C'est quoi le paradoxe de l'action collective ?

Chap Comment expliquer l'engagement politique ?

En 1965, Mancur Olson pointait le célèbre paradoxe de l'action collective : si un individu peut bénéficier des retombées d'une mobilisation sans assumer les coûts de la participation, il a tout intérêt à se comporter en "passager clandestin". Mais si tous font de

même, l'action collective ne peut avoir lieu.

Comment s'exclure d'une action collective ?

Vous pouvez vous exclure du groupe d'une action collective. Pour connaître la démarche, veuillez consulter l'avis aux membres qui a été publié après le jugement d'autorisation de l'action collective. Cet avis vous précisera aussi avant quelle date vous devez déposer votre demande d'exclusion.

Combien de temps dure un recours collectif au Canada ?

Les recours collectifs étant généralement intentés contre de grandes entreprises et impliquant des questions juridiques complexes, ils peuvent prendre plusieurs années. Bien que chaque cas soit différent, un recours collectif typique dure au moins un à trois ans .

Qu'est-ce qui définit une organisation ?

Une organisation est en sciences sociales un groupe social formé d'individus en interaction, ayant un but collectif, mais dont les préférences, les informations, les intérêts et les connaissances peuvent diverger : une entreprise, une administration publique, un syndicat, un parti politique, une association, etc

Pourquoi l'action collective est-elle nécessaire ?

La résolution de défis sociétaux complexes requiert des perspectives et des expertises diversifiées. Aucune entité ne possède à elle seule toutes les connaissances et ressources nécessaires pour s'attaquer à ces problèmes de manière globale. En encourageant l'action collective, nous réunissons des personnes d'horizons, de cultures, de disciplines et d'expériences différents

Comment créer une action collective ?

Le début d'une action collective

Une personne désirant entreprendre une action collective et être représentant des membres doit engager des avocat(es) pour la représenter devant les tribunaux. Les avocats rédigeront ainsi la demande en autorisation avec l'aide du représentant.

Qui paie pour un recours collectif ?

Qui paye l'avocat? En temps normal, la personne qui engage un avocat doit en assumer les coûts. Par contre, en matière d'action collective, les avocats sont généralement payés seulement lorsque l'action est un succès. Les avocats ont alors droit à un pourcentage du montant total récupéré par les membres.

Qu'est-ce que la procédure d'instance ?

L'instance est la période pendant laquelle les personnes concernées par le procès accomplissent les actes de procédure qu'il implique : cette période s'étend en principe de l'acte introductif jusqu'au jugement, sauf extinction anticipée résultant par exemple d'un désistement.

Qu'est-ce que des instances ?

Définition de Instance

Par opposition à l'action, qui est le droit qui appartient à une personne de faire valoir une prétention en saisissant la juridiction compétente, l' "instance", est l'appellation donnée au développement procédural découlant de la saisine du juge par la personne qui en a pris l'initiative.

Qu'est-ce qu'une action collective en justice ?

Qu'est-ce que le protocole de l'instance en action collective ?

Le protocole permet à un juge de communiquer avec le juge d'une instance connexe si les parties y consentent ou, à défaut, de convoquer une audience et de recevoir des observations. Les parties peuvent aussi notamment demander la tenue d'une conférence de gestion conjointe.

Quels sont les avantages d'une action collective ?

L'action collective permet ainsi de rééquilibrer le rapport de force inégal qui peut exister entre les parties. Elle supprime également tout risque économique pour les membres puisqu'ils n'ont aucun frais à assumer en lien avec les procédures judiciaires, sauf un pourcentage de leur indemnité advenant un gain.

Est-ce qu'un collectif est une personne morale ?

La SNC se distingue par la grande liberté laissée aux associés pour rédiger les statuts et organiser le fonctionnement de la société. Ses associés, au nombre minimum de 2, ont tous la qualité de commerçant. Les associés peuvent être des personnes physiques (particuliers) ou des personnes morales (sociétés)

Quels sont les deux types de personnalité juridique ?

les personnes physiques et morales disposent toutes deux de la personnalité juridique et peuvent saisir les juridictions ou faire l'objet d'une procédure ; le cadre juridique de la personne physique simplifie la création de l'entreprise.

Un collectif peut-il porter plainte ?

L'association peut porter plainte avec constitution de partie civile auprès du tribunal du lieu de l'infraction ou du domicile de la personne mise en cause.

Comment faire une plainte collective ?

Au moins deux personnes doivent estimer avoir subi un préjudice résultant du même manquement du professionnel ; Les personnes doivent obligatoirement recourir à une association agréée ou un syndicat dont l'objet statutaire porte sur les intérêts défendus pour introduire l'action de groupe en justice.

Quelles sont les conditions pour déposer plainte ?

Pour procéder au dépôt d'une plainte, vous devez être victime d'une infraction pénale. Vous serez considéré comme victime si vous avez personnellement subi un préjudice (corporel, matériel, ou moral), du fait de l'infraction commise par l'auteur des faits.

Comment s'organise une action collective ?

Une action collective est toujours portée par un groupe d'individus. Ce groupe peut ne pas être organisé (ex. : une foule). On peut considérer qu'un groupe est organisé lorsque les individus qui le composent, afin d'atteindre leur objectif commun, hiérarchisent les tâches et les pouvoirs de décisions.

Quelles sont les catégories d'actions ?

Elles peuvent être :

convertibles (elles peuvent être transformées en actions ordinaires à un prix établi à l'avance)

rachetables (la société peut racheter les actions privilégiées à certaines échéances)

à dividendes cumulatifs (les dividendes non versés au cours d'une année s'accumulent).

Quels sont les motifs de plainte ?

Voici les principaux motifs de plainte regroupés en sept catégories.

NÉGLIGENCE. ...

DÉFAUT D'EXPLIQUER, D'INFORMER ET DE CONSEILLER. ...

EXÉCUTION DÉFICIENTE DU MANDAT. ...

ATTITUDE (MANQUE DE MODÉRATION ET D'OBJECTIVITÉ) ...

RENSEIGNEMENTS PERSONNELS. ...

INTÉRÊTS PERSONNELS. ...

FAUX DOCUMENTS, FAUSSES REPRÉSENTATIONS.

Quelles sont les limites d'un collectif ?

Impossibilité de signer des contrats, sauf à engager la responsabilité de tous les membres du collectif, Impossibilité d'acquérir des biens immobiliers ou mobiliers, sauf à ce qu'ils soient placés en indivision entre les membres du collectif.

Qui paie pour un recours collectif ?

Qui paye l'avocat? En temps normal, la personne qui engage un avocat doit en assumer les coûts. Par contre, en matière d'action collective, les avocats sont généralement payés seulement lorsque l'action est un succès. Les avocats ont alors droit à un pourcentage du montant total récupéré par les membres.

Quel est le synonyme de "instances" ?

adjuration, demande, prière, requête, sollicitation, supplique.

Qui est responsable dans un collectif ?

Les dirigeant·es sont les responsables des membres du conseil d'administration ou de l'instance dirigeante de l'association, mais aussi, le cas échéant, les personnes qui, dans les faits, dirigent l'association (dirigeant·es de fait).

Un collectif a-t-il une personnalité juridique ?

Définition : Un collectif est un ensemble de personnes qui se rassemblent de manière informelle dans un but commun. Le collectif n'est pas doté de la personnalité juridique car non déclaré en Préfecture. On parle aussi d'association de fait ou d'association non déclarée.

Quelles sont les conditions pour porter plainte ?

Porter plainte | Service-Public.fr

Vous devez être victime d'une infraction Acte interdit par la loi et passible de sanctions pénales Acte interdit par la loi et passible de sanctions pénales, c'est-à-dire d'un crime Infraction la plus grave punissable par une peine de prison (viol, violences ayant entraîné la mort sans intention de la donner, meurtre, ...

Quels sont les 3 motifs de mise en cause des dirigeants selon le code civil ?

La responsabilité civile du dirigeant d'entreprise peut être mise en cause pour plusieurs types de fautes, parmi lesquelles : les fautes de gestion. le non-respect des statuts, comme par exemple l'accord préalable des associés pour certaines décisions. le non-respect des lois ou règlements s'appliquant aux entreprises.

Quels sont les deux types de personnalité juridique ?

les personnes physiques et morales disposent toutes deux de la personnalité juridique et peuvent saisir les juridictions ou faire l'objet d'une procédure ; le cadre juridique de la personne physique simplifie la création de l'entreprise.

Qui ne possède pas la personnalité juridique ?

La personnalité juridique débute à la naissance de l'enfant, à condition : qu'il soit né vivant (un enfant mort-né n'a pas la personnalité juridique) ; qu'il soit né viable (un enfant né vivant, mais à qui il manque des organes nécessaires à sa survie n'a pas la personnalité juridique).

Décision de présomption d'absence

Lorsqu'une personne a cessé de paraître à son domicile ou sa résidence sans que l'on ait de ses nouvelles, cette personne est tout d'abord présumée absente

Qu'est-ce qu'un taisant juridique ?

Lorsqu'elle est volontaire, et résulte d'un refus de se manifester, on parle, notamment dans la pratique notariale, de « taisant » : ainsi, un héritier appelé à une succession qui oppose un mutisme et une inertie irréductible en se taisant.

Qu'est-ce que le disparu en droit ?

la disparition, « lorsque le décès est certain, ou quasi-certain, mais que le corps n'a pu être retrouvé » (art. 88 al. 3 du Code civil [archive]). Ce régime permet de déclarer rapidement la personne décédée

Parler en public comme un avocat #117 - YouTube

Comment un avocat doit-il se comporter ?

dans leurs rapports avec leurs clients, les avocats sont tenus à un devoir général de conseil, de prudence, de diligence, de dévouement, de délicatesse et de compétence. Ils ne peuvent accepter de conseiller ou représenter un client en cas de conflit avec les intérêts d'un autre client.

Recevoir son argent

Les membres peuvent avoir droit à un dédommagement dans deux situations: si le représentant gagne l'action collective ou si une entente est conclue entre les parties. Le jugement indique alors le dédommagement que les membres peuvent réclamer.

Le jugement prévoit aussi la diffusion d'un avis dans les journaux, sur un site Web ou par tout autre moyen approprié pour informer les membres du résultat de l'action collective. Cet avis paraît aussi dans les registres des actions collectives.

L'avis indique le dédommagement auquel les membres ont droit et ce qu'ils doivent faire pour le réclamer.

Les membres ont un délai limite pour réclamer leur part. Ils ont donc intérêt à garder un œil ouvert sur l'évolution de l'action collective pour agir rapidement lorsqu'il sera temps de faire leur réclamation.

Démarrer une action collective

La personne qui veut poursuivre au nom de toutes les autres s'appelle le représentant. Celui ou celle qui veut jouer ce rôle dans l'action collective doit engager un avocat pour l'aider à monter le dossier et à représenter les membres devant le tribunal.

Avant d'aller plus loin, l'action collective doit d'abord être autorisée par le tribunal. La demande d'autorisation est une étape de filtrage pour vérifier si la situation est propice ou non à une action collective. Si le tribunal autorise l'action, le représentant peut alors entreprendre la poursuite officiellement.

Faire partie d'une action collective

Quand le tribunal autorise la poursuite, il définit aussi le groupe de l'action collective. Il détermine alors les critères qu'une personne doit respecter pour être membre.

Une fois la poursuite autorisée, le représentant est le seul membre qui participe activement au débat judiciaire. Les autres n'ont rien à faire tant que l'action collective est en cours. Ils peuvent toutefois se tenir informés du déroulement de l'affaire pour savoir s'ils auront droit à un dédommagement.

À noter: un membre peut se retirer de l'action collective s'il veut faire sa propre demande au tribunal. Dans ce cas, il doit s'exclure du groupe.

L'action collective (autrefois appelée recours collectif) est en quelque sorte l'exception à la règle du « nul ne peut plaider pour autrui ». En effet, grâce à ce type de recours, il est possible de collectivement présenter au tribunal des réclamations individuelles qui autrement seraient trop modestes pour présenter une action. Cette façon de faire facilite donc l'accès à la justice, permet une meilleure administration de la justice et comporte un certain effet dissuasif sur le comportement des contrevenants.

Une action collective (recours collectif) se déroule en trois étapes. Tout d'abord l'autorisation, ensuite le mérite et finalement le recouvrement, le cas échéant. Il faut toutefois noter qu'il demeure possible, tout comme dans un recours ordinaire, qu'un règlement puisse survenir à tout moment.

À la première étape, l'autorisation, le tribunal procède à une sorte de filtrage afin d'éviter que des demandes abusives ou frivoles se retrouvent au mérite devant les tribunaux.

Le tribunal ne pourra autoriser l'exercice du recours collectif et la nomination du représentant que si les critères de l'article 575 du Code de procédure civile sont rencontrés, soit :

Les recours des membres soulèvent des questions de droit ou de fait identiques, similaires ou connexes ;

Les faits allégués paraissent justifier les conclusions recherchées ;

La composition du groupe rend difficile ou peu pratique l'application des règles sur le mandat ou sur la jonction d'instance ;

Le membre auquel il entend attribuer le statut de représentant est en mesure d'assurer une représentation adéquate des membres.

Dans le jugement accordant l'autorisation, le tribunal déterminera le groupe dont les membres seront liés par jugement, les principales questions qui seront traitées collectivement et les conclusions recherchées qui s'y rattachent. De plus, ce jugement ordonnera la publication d'un avis aux membres ainsi que la date après laquelle les membres ne pourront plus s'exclure du groupe.

À la seconde étape, le mérite, le tribunal entend le fond du litige. Il s'agit là du processus judiciaire régulier où les procureurs présentent leurs procédures ainsi que la preuve à leur soutien. Le tribunal aura donc à déterminer si les allégations sont fondées et rendre un jugement final. Une fois que ce jugement acquiert l'autorité de la chose jugée, le tribunal de première instance devra ordonner une nouvelle publication d'avis.

À la troisième étape, le recouvrement, le tribunal condamne généralement le défendeur à payer une somme globale qui est redistribuée entre les membres du groupe. Les membres du groupe sont donc invités à présenter leur réclamation afin qu'ils puissent percevoir le montant qui leur est attribué. Ce processus de distribution est propre à chaque recours et le membre du groupe est invité à consulter les avis qui ont été publiés ainsi que le lien internet attitré à son recours ; il pourra aussi communiquer avec les procureurs au dossier pour de plus amples informations.

Actions collectives

L'action collective L'action collective **permet à un individu**, désigné comme étant le Représentant, d'intenter une action en justice pour le compte d'un groupe de citoyens ou d'entreprises ayant subi un préjudice similaire découlant d'une même source. La participation Les membres du groupe de personnes, identifiées dans une action collective, n'ont aucune démarche spécifique à entreprendre pour en faire partie puisqu'ils sont automatiquement inclus lorsque leur situation correspond à celle décrite dans l'action collective. Par mesure préventive, si vous croyez être touché par une action collective, il est judicieux de communiquer vos coordonnées au cabinet d'avocats responsable pour assurer un suivi efficace.

L'action collective permet à une personne **qui est membre d'un groupe de personnes qui se trouvent dans une situation similaire à la sienne** d'intenter une action en justice pour le compte de tout le groupe, sans avoir à obtenir l'autorisation de chacun des membres.

L'action collective favorise l'accès à la justice. Elle permet à plusieurs personnes d'unir leurs forces pour s'opposer à une autre partie généralement plus forte d'un point de vue économique ou commercial. L'action collective permet ainsi de rééquilibrer le rapport de force inégal qui peut exister entre les parties. Elle supprime également tout risque économique pour les membres puisqu'ils n'ont aucun frais à assumer en lien avec les procédures judiciaires, sauf un pourcentage de leur indemnité advenant un gain.

La procédure d'action collective et ses avantages

L'action collective est le moyen de procédure qui permet à une personne d'intenter une action en justice sans mandat, pour le compte de toutes les autres personnes dans une situation similaire.

La procédure d'action collective s'exerce généralement en trois étapes distinctes:

- 1) *l'autorisation d'une action collective;*
- 2) *le mérite; et*
- 3) *le recouvrement.*

Une entente de règlement à l'amiable peut survenir au cours de l'une ou l'autre des deux premières étapes.

I. L'autorisation d'une action collective

Un membre d'un groupe ne peut exercer une action collective qu'avec l'autorisation du tribunal, obtenue dans le cadre de l'audition d'une Demande pour autorisation d'exercer une action collective.

Cette étape, préalable à l'exercice du recours lui-même, est en fait un processus de filtrage qui permet au tribunal de s'assurer que l'action collective envisagée répond à des critères bien établis.

Ainsi, le tribunal doit s'assurer que:

les recours des membres soulèvent des questions de droit ou de fait identiques, similaires ou connexes;

les faits allégués à la Demande pour autorisation d'exercer une action collective paraissent justifier les conclusions recherchées;

la composition du groupe rend difficile ou peu pratique l'application de la procédure de jonction de parties ou la possibilité pour un mandataire d'ester en justice pour le compte d'un groupe; et

le membre auquel le tribunal entend attribuer le statut de représentant est en mesure d'assurer une représentation adéquate des membres du groupe.

Ce processus de filtrage est nécessaire puisqu'une fois le statut de représentant attribué au demandeur, ce dernier devient en quelque sorte leur porte-parole et est investi du devoir de conduire l'action collective pour le compte des membres d'un groupe qui, dans les faits, n'ont rien demandé au tribunal.

Une fois l'exercice de l'action collective autorisée, des avis en informant les membres du groupe doivent être diffusés. Ces avis indiquent notamment la description du groupe pour lequel l'exercice de l'action collective a été autorisée, les conclusions recherchées dans le cadre de l'action collective ainsi que les formalités à remplir pour qu'un membre puisse s'exclure du groupe.

En effet, nul n'est tenu de participer à une action collective et il est possible de s'en exclure au cours des jours qui suivent la diffusion des avis. Toutefois, à défaut de s'exclure d'une action collective, un membre du groupe est réputé en faire partie et sera lié par les conclusions, positives ou négatives, d'un éventuel jugement survenu à l'étape du mérite.

II. Le mérite

On appelle « mérite » l'étape lors de laquelle le tribunal est appelé à trancher le fond de l'action collective. Il s'agit en fait d'une étape propre à tout processus judiciaire qui prévoit notamment l'échange de procédures et de pièces, et qui conduit au procès et en bout de piste à un jugement final.

Un avis doit être diffusé de manière à informer les membres du groupe de la teneur du jugement final. En cas de victoire, l'avis indique également la procédure que doivent suivre les membres pour recouvrer les sommes auxquelles ils ont droit.

III. Le recouvrement

Lorsque la preuve présentée au tribunal le permet, le jugement final ordonne un

recouvrement collectif, c'est-à-dire que le tribunal ordonne à la partie condamnée de payer un montant global représentant la somme des dommages subis par la totalité des membres du groupe. Par la suite, les membres sont invités à présenter leurs réclamations auprès d'un administrateur qui leur remet la portion du recouvrement collectif à laquelle ils ont droit.

Toutefois, il est parfois impossible de présenter une preuve qui permet d'établir d'une façon suffisamment exacte le montant total des réclamations des membres. Dans ces cas, on doit procéder par réclamations individuelles. Ainsi, chaque membre du groupe est invité à produire sa réclamation et à établir la valeur des dommages qu'il a subi. Le processus de réclamations individuelles peut donc impliquer une multitude de petits procès au cours desquels les membres du groupe viennent un à un établir leur droit d'être indemnisés.

Toutefois, le recouvrement collectif est la norme et le processus de réclamations individuelles, l'exception.

IV. L'entente de règlement

Une entente de règlement peut survenir à tout moment avant qu'un jugement final n'intervienne sur l'action collective. Le cas échéant, des avis sont diffusés aux fins d'informer les membres du groupe des termes et conditions de l'entente envisagée.

Une date d'audition est également fixée. Lors de cette audition, les membres du groupe peuvent venir exprimer au tribunal leur opinion relativement à l'entente envisagée. Suite à cette audition et après avoir entendu les parties intéressées, le tribunal peut approuver ou rejeter l'entente. Ainsi, le tribunal joue un rôle de gardien des intérêts des membres du groupe.

Si, dans le cadre de l'exercice de son pouvoir discrétionnaire, le tribunal se satisfait des conditions de l'entente envisagée et l'approuve, l'entente lie dès lors la partie défenderesse et tous les membres qui ne se sont pas exclus du groupe. À l'inverse, si le tribunal rejette l'entente envisagée, le processus judiciaire habituellement suspendu dans le cadre des négociations est réenclenché.

V. Les avantages pour les membres du groupe

Le mode de rémunération des avocats en demande est un des avantages principaux de l'action collective aux yeux des membres. En effet, l'action collective permet de répartir sur les épaules de tous les membres la charge des honoraires des avocats qui agissent pour eux. Les honoraires des avocats des demandeurs sont généralement calculés sur une base à pourcentage et doivent impérativement être approuvés par le tribunal. En cas d'échec de l'action collective, les avocats sont généralement les seuls à essuyer une perte en ce que les membres du groupe ne sont pas mis à contribution.

De plus, alors que dans toute instance judiciaire, la partie qui succombe doit assumer les dépens encourus par la partie victorieuse et que la valeur des dépens est proportionnelle aux montants en litige, le législateur a prévu limiter les dépens en action collective à l'équivalent d'une action dont la valeur en litige serait au plus de 3 000 \$.

Le législateur a également prévu la création d'un organisme, le Fonds d'aide aux actions collectives, qui vise à faciliter l'exercice des actions collectives en assurant une partie de leur financement, incluant certains déboursés encourus par les avocats en demande, comme c'est souvent le cas pour des expertises qui peuvent s'avérer très coûteuses. Lorsque l'action collective est victorieuse, il devient impératif de rembourser à même le recouvrement collectif les sommes avancées par le Fonds d'aide aux actions collectives. En cas d'échec toutefois, les sommes avancées par le Fonds d'aide aux actions collectives n'ont pas à être remboursées.

D'autre part, les membres d'un groupe impliqués dans une action collective n'ont généralement pas tous à se présenter au tribunal pour y témoigner. En fait, seul le témoignage d'une minorité d'entre eux peut s'avérer suffisant pour établir la preuve en

demande. Ainsi, la très vaste majorité des membres concernés par l'action collective n'auront qu'à remplir un formulaire et à y annexer certains documents pour s'assurer de toucher les sommes auxquelles un éventuel jugement pourrait leur donner droit.

VI. Avantages pour l'administration de la justice

Lorsqu'un recouvrement collectif est ordonné, les membres du groupe qui ont subi un dommage sont invités à en réclamer la portion qui leur revient. Il est toutefois fréquent qu'un certain nombre de membres du groupe éligible au recouvrement collectif ne présente pas de réclamations. Dès lors, la fraction du recouvrement collectif qui n'a pas trouvé preneur (le « reliquat ») est distribuée aux fins de servir les intérêts du groupe. Par exemple, le reliquat d'une ordonnance de recouvrement collectif dans le cadre d'une action collective intentée au nom d'actionnaires pourra être distribué à des associations de protection d'épargnants.

La procédure de l'action collective permet ainsi de s'assurer que la partie défenderesse condamnée à des dommages ne puisse pas tirer avantage d'un faible taux de réclamation en récupérant le reliquat.

De plus, le nouveau rapport de force qui se crée entre les membres du groupe et la partie défenderesse, de même que l'incontournable médiatisation de pareils recours augmentent généralement les chances qu'une entente de règlement hors Cour survienne.